

N° DP 24/644

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024 ASSOCIATION EA ECO ENTREPRISES POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 6 juin 2024 pour l'attribution d'une subvention de 21 000 euros pour la réalisation de son programme d'actions en 2024 sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT la demande subvention de l'Association « Ea Eco Entreprises » de 21 000 euros sur un budget total de 61 500 euros pour la réalisation de son programme d'actions en 2024 sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que l'Association « Ea Eco Entreprises » représente un réseau d'acteurs économiques dédié à la transition écologique et énergétique et compte environ 162 adhérents,

CONSIDERANT que « Ea Eco Entreprises » a pour mission de renforcer la compétitivité de ses membres et de favoriser le développement durable des territoires,

CONSIDERANT que l'Association « Ea Eco Entreprises » a pour finalité de promouvoir les compétences des éco-entreprises auprès des donneurs d'ordres publics et privés, de favoriser la dynamique de réseau, d'accompagner les projets de ses membres et partenaires, et d'accélérer le développement des éco-entreprises en France et à l'international avec pour ambition de co-construire et accélérer la transition écologique par des actions innovantes, opérationnelles et transversales,

CONSIDERANT que « Ea Eco Entreprises » a pour objectif d'accompagner la Métropole TPM et son écosystème d'entreprises en réalisant des actions de développement durable, de transition écologique et énergétique en faveur de sa filière « Industries Culturelles et Créatives » et plus particulièrement sur la production de tournages éco-responsables et en appui à l'émergence du Pôle Mode et Design (ICC),

CONSIDERANT le plan d'actions à réaliser en 2024 par l'Association, à savoir : accompagner les entreprises éco-responsables du territoire métropolitain dans une démarche de développement durable, de transition écologique et énergétique, accompagner le service d'accueil des tournages dans la mise en œuvre d'actions favorisant les tournages éco-responsables pour le secteur des Industries Culturelles et Créatives, appuyer la Métropole dans le cadre de la réponse à la phase II : appel à manifestation d'intérêt « Pôles territoriaux d'industries culturelles et créatives » France 2030,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'Association « Ea Eco Entreprises » en vue de l'attribution d'une subvention de 21 000 euros (vingt et un mille euros), soit 34,15 % maximum du coût total du programme d'actions réalisées durant l'exercice 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

D'INSCRIRE cette dépense au budget Principal 2024, opération : 16102 « Pôle mode et design TPM », imputation : 65748 -- fonction : 633.

La présente Décision sera

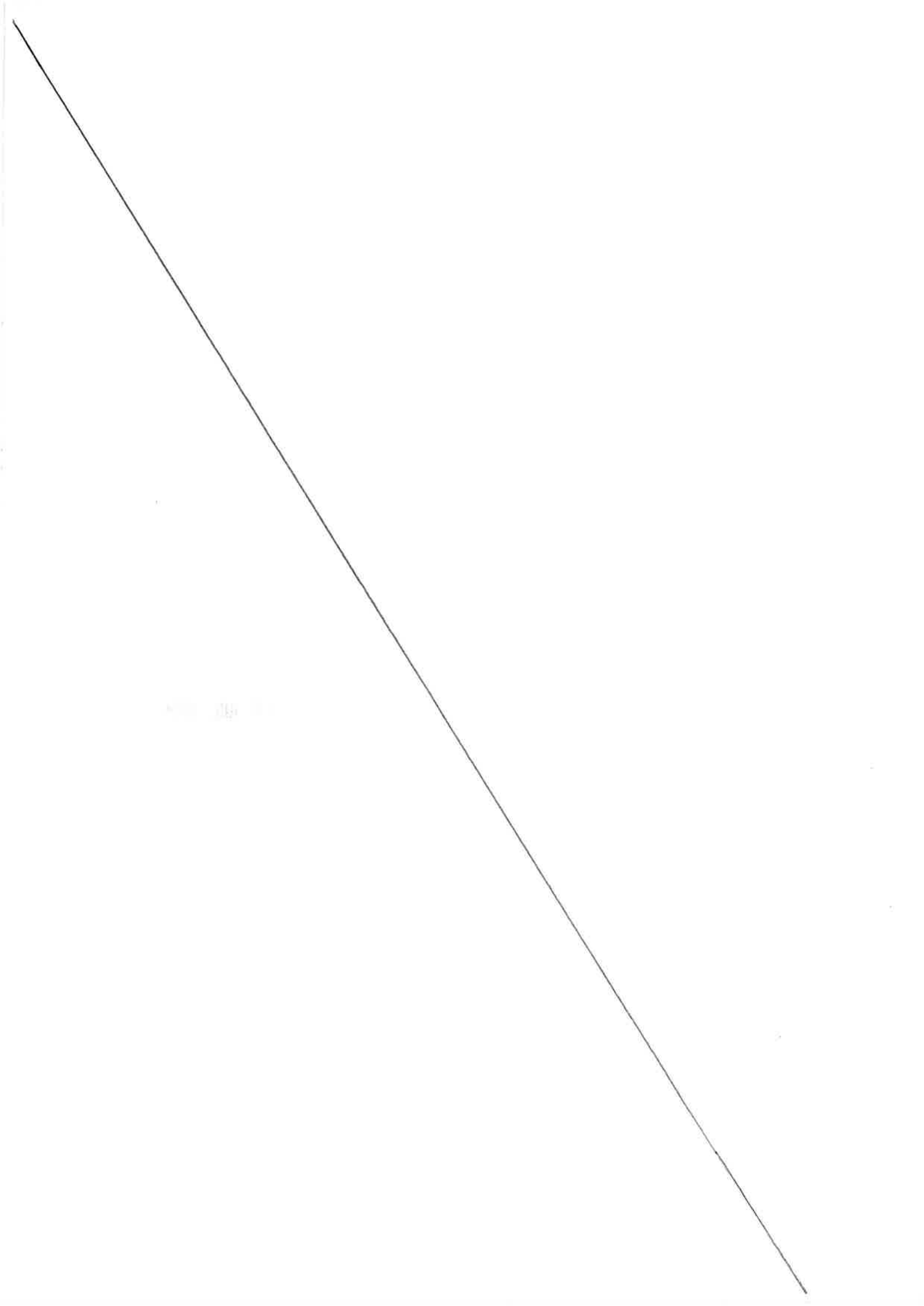
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024

ASSOCIATION ÉA ÉCO ENTREPRISES

PROGRAMME D'ACTIONS 2024

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision Président n° _____ en date du _____

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « Éa Éco Entreprises » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée, Domaine du Petit Arbois, Avenue Louis Philibert bâtiment Marconi BP 20065 à AIX-EN-PROVENCE Cedex 04 (13545) représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur André DURBEC** habilité à cet effet par les statuts de l'association.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association Éa Éco Entreprises a pour but de promouvoir les compétences des éco-entreprises auprès des donneurs d'ordres publics et privés, favoriser la dynamique de réseau, accompagner les projets de ses membres et partenaires et accélérer le développement des éco-entreprises en France et à l'International.

Elle représente un réseau d'acteurs économiques dédié à la transition écologique et énergétique et compte 162 adhérents environ.

A l'instar de l'action qu'elle a menée en 2023 sur le territoire avec la Métropole TPM dans l'organisation d'un colloque « Achats durables » qui a réuni plus de 300 participants le 7 septembre 2023 au Palais Neptune, Ea éco-entreprises sera force de propositions en 2024 auprès des acteurs de l'écosystème territorial dans le cadre de ses missions régionales, en matière de gestion des ressources, réutilisation de l'eau, ressources foncières et sol, valorisation des déchets, aménagement durable, gestion efficace de l'énergie...tout en y apportant des solutions concrètes et en se basant sur les bonnes pratiques déjà existantes.

Les objectifs généraux à réaliser par l'association au titre de l'année 2024 sont les suivants :

-Accompagner les entreprises du territoire métropolitain,

-Accompagner le service d'accueil des tournages dans la mise en œuvre d'actions favorisant les tournages éco-responsables pour le secteur des Industries Culturelles et Créatives,

-Appuyer la Métropole dans le cadre de la réponse à la phase II : appel à manifestation d'intérêt « Pôles territoriaux d'industries culturelles et créatives » France 2030.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2024.

Article 3 – Engagement de l'Association « Éa Éco Entreprises »

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et

fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association « **Éa Éco Entreprises** » à hauteur de **21 000 €** conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024, opération : 16102 « Pôle mode et design TPM », imputation : 65748 -- fonction : 633

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 34,15 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 – MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **21 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **14 700 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **6 300 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur

simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents inscrits au sein de l'association et nombre d'actions collectives et/ou individuelles menées sur le territoire TPM auprès des acteurs économiques (publics / privés) de l'écosystème de l'association « Éa Éco Entreprises »
- Qualitatifs : types de projets accompagnés, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées sur le territoire TPM auprès des acteurs économiques (publics / privés) de l'écosystème de l'association « Éa Éco Entreprises ».

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce

que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Article 15 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- Le programme d'actions 2024 (annexe 1),
- Le budget prévisionnel 2024 (annexe 2)

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour l'Association « Éa Éco Entreprises »</p> <p>Le Président Monsieur André DURBEC</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

ANNEXE 1

Programme d'action 2024

L'association Ea éco-entreprises a pour but de promouvoir les compétences des éco-entreprises auprès des donneurs d'ordres publics et privés, favoriser la dynamique de réseau, accompagner les projets de ses membres et partenaires et accélérer le développement des éco-entreprises en France et à l'International.

L'ambition de l'association est de coconstruire et accélérer la transition écologique par des actions innovantes, opérationnelles et transversales.

Elle représente un réseau d'acteurs économiques dédié à la transition écologique et énergétique et compte 162 adhérents environ.

Depuis 26 ans, ce cluster a pour mission de :

- renforcer la compétitivité de ses membres,
- favoriser le développement durable des territoires.

A l'instar de l'action qu'elle a menée en 2023 sur le territoire avec la Métropole TPM dans l'organisation d'un colloque « Achats durables » qui a réuni plus de 300 participants le 7 septembre 2023 au Palais Neptune, Ea éco-entreprises sera force de propositions en 2024 auprès des acteurs de l'écosystème territorial dans le cadre de ses missions régionales, à savoir meilleure gestion des ressources, réutilisation de l'eau, ressources foncières et sol, valorisation des déchets, aménagement durable, gestion efficace de l'énergie...tout en y apportant des solutions concrètes et en se basant sur les bonnes pratiques déjà existantes.

Ea éco-entreprises accompagnera également la Métropole en matière de développement durable à la transition écologique et énergétique des entreprises du territoire avec en particulier des actions favorisant les tournages écoresponsables et un appui au Pôle Mode et Design (ICC) dans le secteur des Industries Culturelles et créatives (ICC) dont le contenu est culturel, artistique et/ou patrimonial sur le territoire.

Les objectifs généraux à réaliser par l'association au titre de l'année 2024 sont les suivants :

- Accompagner les entreprises du territoire métropolitain,
- Accompagner le service d'accueil des tournages dans la mise en œuvre d'actions favorisant les tournages éco-responsables pour le secteur des Industries Culturelles et Créatives,
- Appuyer la Métropole dans le cadre de la réponse à la phase II : appel à manifestation d'intérêt « Pôles territoriaux d'industries culturelles et créatives » France 2030.

Programmes d'actions 2024 :

Axe 1 : Animation de l'innovation

- Créer des espaces d'échanges propices via des groupes de travail pour favoriser l'émergence de nouveaux produits et services adaptés au marché.

Un groupe de travail textile dédié au tri et à la valorisation des déchets textiles sera mis en place en s'appuyant sur plusieurs indicateurs (ex : nombre de partenaires métropolitains associés à l'initiative)

-Appuyer la Métropole dans le cadre de la réponse à la phase II : Appel à manifestation d'intérêt « Pôle territoriaux d'industries culturelles et créatives » en lien avec France 2030, visant la structuration d'un écosystème territorial des industries culturelles et créatives (CCI) : Pôle Mode et Design.

Pour se faire, les moyens d'actions mis en place seront : la participation aux comités d'experts (un permanent d'EA ainsi qu'une mobilisation des membres du réseau spécialisés sur la thématique) et la diffusion large et ciblée d'une enquête en ligne élaborée par TVT innovation avec un recueil de besoins.

Axe 2 : Accompagnement des entreprises du territoire métropolitain dans leur transition écologique

- Constituer un lien régulier entre les dispositifs régionaux de croissance des entreprises et les membres métropolitains (nb : B2Bs),
- Favoriser la prise de conscience et la pédagogie environnementale (exemple : l'éco-production) par le biais de fiches pratiques,
- Identifier sur le Territoire de la Métropole et plus globalement de la Région sud les « entreprises à impact », porteuses de solutions pour le secteur Industrie Culturelle et Créative (nb : entreprises),
- Favoriser la structuration de la dynamique territoriale de la filière des éco-activités de la Métropole (nb : d'entreprises dans le Var),
- Travailler avec les collectivités sur la commande publique durable en organisant par exemple un colloque achat publics durable.

Axe 3 : L'emploi et la formation

Ea éco-entreprises intervient également sur le volet Emploi et formation à deux niveaux :

1^{er} niveau : en identifiant les besoins de la filière Industrie Culturelle et Créative (ICC),

2^{ème} niveau : en contribuant à la création du contenu de formation compte tenu de besoins de la filière ICC (exemple : catalogue de formation d'Ea éco-entreprises, collaborations avec IRFEDD, IRCE).

Axe 4 : L'Europe

L'association Ea éco-entreprises souhaite capitaliser les résultats du projet CLOTH (soutenu par le programme européen COSME pour la compétitivité des PME) auquel elle participe en tant que partenaire. Ce projet vise à promouvoir la transformation digitale et durable dans le secteur du textile et s'inscrit en cohérence avec le Pacte Vert pour l'Europe et la Plan D'Action pour une Economie circulaire. Si besoin, l'association organisera une session de bonnes pratiques face aux problèmes d'impact sociaux et environnementaux avec les partenaires du projet CLOTH

Budget prévisionnel 2024

Type de dépenses	Dépenses	Sources de financement			Recettes
Personnel (1 Employé Temps Plein)	52 500 €	18 000 €	18 200 €	16 300 €	52 500 €
Location bureau	4 000 €	1 300 €	1 400 €	1 300 €	4 000 €
Déplacements	5 000 €	1 700 €	1 700 €	1 600 €	5 000 €
TOTAL	61 500 €	21 000 €	21 300 €	19 200 €	61 500 €

RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS BUDGÉTAIRES

